

Une diplomatie forte est nécessaire

Partage international n° 427 - Mars 2024

Les dirigeants mondiaux ont manqué de conviction pour protéger les droits humains en 2023, année marquée par les pires crises et défis, ce qui a eu des conséquences mortelles, a déclaré *Human Rights Watch* (HRW, Observatoire des droits humains) le 11 janvier dans son *Rapport mondial 2024*.

Les gouvernements devraient cesser de s'engager dans une diplomatie transactionnelle et faire tout leur possible pour faire respecter les principes universels des droits humains.

La reprise du conflit entre les Israéliens et le Hamas a causé d'énormes souffrances, tout comme en Ukraine, au Myanmar, en Ethiopie et au Sahel.

« *Le système international sur lequel nous comptons pour protéger les droits humains est menacé, car lorsque leurs principes universels sont violés, les dirigeants mondiaux détournent le regard*, a expliqué Tirana Hassan, directrice exécutive de HRW. *Chaque fois qu'un pays ignore ces principes universels et mondialement acceptés, quelqu'un en paie le prix, et ce prix, c'est parfois la vie des gens.* »

Dans ce rapport, HRW passe en revue les pratiques en matière de droits humains dans plus de 100 pays. Dans son essai introductif, T. Hassan constate que 2023 a été une année importante non seulement pour la répression des droits humains et pour les atrocités commises en temps de guerre, mais aussi pour l'indignation sélective des gouvernements et la diplomatie transactionnelle qui ont entraîné de sévères pénalités pour les droits de ceux exclus des accords.

Des signes d'espoir

Cependant, elle souligne qu'il y a également des signes d'espoir, montrant la possibilité d'une voie différente, et appelle les gouvernements à respecter systématiquement leurs obligations en matière de droits humains. La politique partielle des gouvernements dans l'application du cadre relatifs

aux droits humains met d'innombrables vies en danger et ébranle la confiance dans les institutions chargées de faire respecter et de protéger ces droits, a déclaré HRW. Lorsque les gouvernements condamnent les crimes de guerre commis par les Israéliens contre les civils à Gaza, mais se taisent face aux crimes contre l'humanité commis par le gouvernement chinois au Xinjiang, ou exigent des poursuites internationales pour les crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine tout en sapant l'obligation de rendre des comptes pour les abus commis par les États-Unis en Afghanistan, ils affaiblissent la croyance en l'universalité des droits humains.

Les gouvernements ont trouvé plus facile de négliger les questions relatives aux droits humains sur la scène internationale, en partie car les violations commises dans leur pays n'ont pas été contestées par la communauté internationale.

Les crises humanitaires et des droits humains ont conduit de nombreuses personnes à remettre en question l'efficacité du cadre des droits humains, parce que des gouvernements autoritaires sont en mesure de bénéficier d'une approbation veule au sujet de ces mêmes droits par des gouvernements plus démocratiques et plus respectueux des dits droits, a observé HRW. Les organisations de la société civile, les mouvements populaires et les défenseurs des droits humains peuvent contribuer à rétablir le cadre des droits humains pour en faire la feuille de route pour la construction de sociétés prospères et inclusives.

De nombreux gouvernements qui ont condamné les crimes de guerre du Hamas se sont montrés réservés face à ceux du gouvernement israélien. Cette réticence à dénoncer ces abus fait suite au refus des États-Unis et de la plupart des pays membres de l'UE d'exhorter le gouvernement israélien à mettre fin au blocus de Gaza qui dure depuis seize ans.

Les compromis sur les droits humains au nom de la politique sont parfois évidents. Ainsi, la persécution culturelle et la détention d'un million d'Ouïghours et d'autres musulmans d'ethnies turques par les autorités chinoises constituent des crimes contre l'humanité, mais de nombreux gouvernements, y compris dans des pays majoritairement musulmans, restent silencieux.

Au Soudan, qui a sombré dans un conflit armé en avril 2023 lorsque les deux principaux généraux soudanais ont commencé à s'affronter pour le pouvoir, les Nations unies n'ont pas réussi à mettre un terme aux abus massifs commis contre les civils, notamment dans la région du Darfour. Le Conseil de sécurité des Nations unies a fermé sa mission politique au Soudan sur l'insistance du gouvernement soudanais, mettant fin au peu de capacités qui restait à l'Onu à protéger les civils dans le pays et à rendre compte publiquement de la situation des droits.

Les droits humains compromis

Aux États-Unis, le président Joe Biden s'est montré peu enclin à tenir pour responsables les auteurs de violations des droits humains au cœur de son programme national ou ceux qui se trouvent dans la sphère d'influence de la Chine. Des alliés des États-Unis comme l'Arabie saoudite, l'Inde et l'Égypte continuent de violer massivement les droits de leur population.

L'UE a contourné ses obligations en matière de droits humains, repoussant les demandeurs d'asile et les migrants vers d'autres pays, ou en concluant des accords avec des gouvernements abusifs comme la Libye et la Turquie, pour empêcher les migrants d'entrer. Les gouvernements démocratiques de la région Asie-Pacifique, notamment le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, ne cessent de faire passer au second plan les droits humains au nom des alliances militaires et du commerce.

Sous la direction du premier ministre Narendra Modi, la démocratie indienne a glissé vers l'autocratie, les autorités s'en prenant aux minorités, renforçant la répression et démantelant les institutions indépendantes.

En Tunisie, le président Kaïs Saïed a supprimé les contre-pouvoirs. Le président du Salvador, Nayib Bukele, a prétexté des niveaux élevés de criminalité pour entamer une répression sécuritaire afin de s'emparer du pouvoir et de le consolider. Au Bangladesh, le gouvernement de la première ministre Sheikh Hasina a ordonné l'arrestation de plus de

10 000 dirigeants et sympathisants de l'opposition avant les élections de janvier 2024. Certes, ces menaces sont interconnectées, mais c'est aussi le cas des droits humains dont le cadre à le pouvoir de protéger la liberté et la dignité des personnes.

La Cour internationale de justice a ordonné au gouvernement syrien d'empêcher la torture et d'autres abus. Le parlement japonais a adopté sa première loi visant à protéger les minorités LGBT contre des « *discriminations injustes* ». Au Mexique, une coalition de la société civile a persuadé le Parlement d'adopter une loi établissant la pleine capacité juridique, pour des millions de personnes handicapées et âgées.

En mars, la CPI a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de V. Poutine et de son commissaire aux droits de l'enfant, pour des crimes de guerre liés au transfert forcé d'enfants des territoires occupés de l'Ukraine vers la Russie. La Cour suprême du Brésil a confirmé les droits de tous les peuples autochtones sur leurs terres traditionnelles, qui constituent l'une des barrières les plus efficaces contre la déforestation en Amazonie.

En novembre, la plus haute juridiction du Royaume-Uni a estimé à l'unanimité que le Rwanda n'était pas un pays tiers sûr où le gouvernement pouvait envoyer des demandeurs d'asile, annulant ainsi un accord qui transférait de fait les responsabilités du Royaume-Uni en matière d'asile au Rwanda.

« Les crises des droits humains montrent qu'il est urgent d'appliquer les principes anciens et mutuellement acceptés du droit international, a conclu Mme Hassan. Une diplomatie fondée sur des principes, par laquelle les gouvernements privilégient leurs obligations en matière de droits humains dans leurs relations avec d'autres pays, peut influencer les comportements oppressifs et avoir un impact significatif sur les personnes dont les droits sont violés. »

Sources : Human Rights Watch

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers